

**ASSOCIATION
SYNERGIE CHANTIERS EDUCATIFS**

26, rue Honoré de Balzac
38100 GRENOBLE

**RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- 31 DECEMBRE 2013 -**



Bourguignon Audit Associés



Bourguignon Audit Associés

**ASSOCIATION
SYNERGIE CHANTIERS EDUCATIFS**

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013**

Aux membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- * le contrôle des comptes annuels de l'**ASSOCIATION SYNERGIE CHANTIERS EDUCATIFS**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- * la justification de nos appréciations,
- * les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

1/2

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance, l'élément suivant :

La ligne « créances usagers et comptes rattachées » apparaît à l'actif de votre bilan pour un montant net de 295 242 euros, représentant 49 % du total du bilan.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels, nous avons été conduits à apprécier la méthodologie retenue par la société pour la justification de ce poste. Nos travaux n'ont pas révélé d'éléments de nature à remettre en cause l'évaluation du poste client.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Grenoble, le 7 mai 2014

Le Commissaire aux Comptes
Bourguignon Audit Associés

B2A



Gilles BOURGUIGNON

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2013 12			Exercice N-1 31/12/2012 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	6 039	5 501	538	33	505	NS
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains						
	Constructions	5 233	3 641	1 592	1 286	306	23.78
Installations techniques Matériel et outillage	50 350	41 749	8 600	9 096	496	5.45	
Autres immobilisations corporelles	76 949	50 045	26 904	36 217	9 314	25.72	
Immobilisations en cours							
Avances et acomptes							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)							
Participations mises en équivalence							
Autres participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières	1 944		1 944	1 944			
TOTAL I	140 514	100 937	39 578	48 576	8 999	18.52	
Comptes de liaison							
TOTAL II							
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS						
	Matières premières, approvisionnements	7 473		7 473	1 777	5 696	320.49
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	CREANCES (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	298 497	3 256	295 242	293 053	2 189	0.75
	Autres créances	65 191		65 191	128 570	63 379	49.30
Valeurs mobilières de placement	60 622		60 622	20 588	40 034	194.46	
Instruments de trésorerie							
Disponibilités	130 759		130 759	159 472	28 713	18.00	
Charges constatées d'avance (3)	6 868		6 868	585	6 283	NS	
TOTAL III	569 410	3 256	566 154	604 045	37 891	6.27	
Comptes de Régularisation	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	709 924	104 192	605 732	652 621	46 889	7.18	

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2013	12	31/12/2012	12	Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres						
	Fonds associatifs sans droit de reprise	80 352		80 352			
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées					17 050	
	Autres réserves	17 050				1 614	100.00
	Report à nouveau			1 614			
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Excédents ou Déficits)	11 102		18 664		7 562	40.52
	Autres fonds associatifs						
Fonds associatifs avec droit de reprise :							
Apports							
Legs et donations							
Résultats sous contrôle de tiers financeurs							
Ecarts de réévaluation							
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables							
Provisions réglementées							
Droit des propriétaires							
	TOTAL I	108 504		97 402		11 102	11.40
	TOTAL II						
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Comptes de liaison						
	Provisions pour risques	18 000		48 541		30 541	62.92
	Provisions pour charges						
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement						
	Fonds dédiés sur autres ressources						
	TOTAL III	18 000		48 541		30 541	62.92
DETTES (1)	Emprunts obligataires						
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	27 750		21 255		6 494	30.55
	Emprunts et dettes financières divers	16 184		26 424		10 240	38.75
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 941		78 673		6 732	8.56
	Dettes fiscales et sociales	144 576		136 784		7 792	5.70
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	211 017		233 409		22 392	9.59
	Instruments de trésorerie						
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance	7 761		10 132		2 372	23.41
	TOTAL IV	479 228		506 678		27 450	5.42
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	605 732		652 621		46 889	7.18

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

471 468 496 546

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2013	12	31/12/2012	12	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de Biens et Services	1 002 988		1 012 699		9 711	0.96
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	432 302		539 894		107 592	19.93
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	20 539		22 825		2 286	10.01
Collectes						
Cotisations						
Autres produits	121		2 199		2 078	94.50
TOTAL I	1 455 950		1 577 618		121 668	7.71
CHARGES D'EXPLOITATION (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements	155 766		187 124		31 358	16.76
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)	5 696		1 015		4 681	461.27
Autres achats et charges externes	623 982		743 060		119 078	16.03
Impôts, taxes et versements assimilés	15 054		14 693		362	2.46
Salaires et traitements	422 102		376 520		45 582	12.11
Charges sociales	190 960		184 241		6 719	3.65
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	21 285		25 898		4 613	17.81
Sur immobilisations : dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions	1 775		2 337		562	24.06
Pour risques et charges : dotations aux provisions			18 000		18 000	100.00
Subventions accordées par l'association						
Autres charges (2)	116		7 245		7 129	98.40
TOTAL II	1 425 344		1 558 103		132 759	8.52
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	30 606		19 515		11 091	56.83
QUOTES-PARTS DE RESULTATS SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2013	12	31/12/2012	12	Euros	%
PRODUITS FINANCIERS						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier						
Autres intérêts et produits assimilés	1 170		2 677		1 507	56.30
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
TOTAL V	1 170		2 677		1 507	56.30
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées	799		756		43	5.72
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
TOTAL VI	799		756		43	5.72
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	370		1 921		1 550	80.72
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	30 977		21 436		9 541	44.51
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital	9 800		418		9 382	NS
Reprises sur provisions et transferts de charges	30 541				30 541	
TOTAL VII	40 341		418		39 923	NS
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	49 078		141		48 937	NS
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	11 138				11 138	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions						
TOTAL VIII	60 216		141		60 075	NS
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	19 875		277		20 152	NS
Impôts sur les bénéfices (IX)			3 049		3 049	100.00
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	1 497 461		1 580 713		83 251	5.27
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)	1 486 359		1 562 049		75 689	4.85
SOLDE INTERMEDIAIRE	11 102		18 664		7 562	40.52
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
- Engagements à réaliser sur ressources affectées						
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	11 102		18 664		7 562	40.52

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 605 732.17 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 455 950.20 Euros et dégageant un excédent de 11 101.88 Euros .

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2013 au 31/12/2013 .

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

Informations générales complémentaires

Local au 26 rue Honoré de Balzac à Grenoble

Par convention, la ville de Grenoble loge à titre gratuit le service de Prévention Spécialisée de l'Association CODASE au 26, rue Honoré de Balzac à Grenoble.

Le montant du loyer est estimé à 10 000 € par an.

Local au 4 rue Moyrand à Grenoble

La ville de Grenoble a contracté avec l'Association CODASE un bail emphytéotique d'une durée de 20 ans, qui a pris effet le 1er janvier 1990.

Le loyer annuel s'élève à 15,24 €.

A ce jour, le bail n'a pas été renouvelé.

Au 1er janvier 2010, compte tenu du développement des Chantiers Educatifs, le CODASE a choisi de créer avec un autre partenaire, l'association Synergie Chantiers Educatifs pour en assurer la gestion.

L'activité ainsi gérée est maintenue dans les mêmes locaux :

- au 26 rue Honoré de Balzac à Grenoble
- au 4 rue Moyrand à Grenoble

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 14 611 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 757		2 282
Installations générales agencements aménagements des constructions	3 999		1 234
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	46 441		3 908
Matériel de transport	63 670		16 000
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	15 159		
TOTAL	129 270		21 142
Prêts, autres immobilisations financières	1 944		
TOTAL	1 944		
TOTAL GENERAL	134 971		23 424

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			6 039	6 039
Installations générales agencements aménagements constr.			5 233	5 233
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			50 350	50 350
Matériel de transport		17 881	61 789	61 789
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			15 159	15 159
TOTAL		17 881	132 532	132 532
Prêts, autres immobilisations financières			1 944	1 944
TOTAL			1 944	1 944
TOTAL GENERAL		17 881	140 514	140 514

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	3 724	1 777		5 501
Installations générales agencements aménagements constr.	2 713	928		3 641
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	37 345	4 404		41 749
Matériel de transport	34 441	10 729	6 743	38 427
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	8 171	3 447		11 618
TOTAL	82 671	19 508	6 743	95 436
TOTAL GENERAL	86 395	21 285	6 743	100 937

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	1 777				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	928				
Instal.techniques matériel outillage indus.	4 404				
Matériel de transport	10 729				
Matériel de bureau informatique mobilier	3 447				
TOTAL	19 508				
TOTAL GENERAL	21 285				

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	48 541		30 541		18 000
TOTAL	48 541		30 541		18 000

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	2 337	1 775	856		3 256
TOTAL	2 337	1 775	856		3 256
TOTAL GENERAL	50 878	1 775	31 397		21 256
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		1 775	856		
			30 541		

La provision pour litiges de 48 541€ au 31/12/2012 concernant des litiges avec deux salariés, a été :

- reprise pour 30 541 € sur l'exercice suite au dénouement du litige avec le salarié (impact nette de -10.5 k€ sur l'exercice en résultat exceptionnel)
- maintenue pour 18 000 € (rupture toujours en cours)

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 944	0	1 944
Clients douteux ou litigieux	3 719	3 719	
Autres créances clients	294 779	294 779	
Personnel et comptes rattachés	500	500	
Impôts sur les bénéfices	17 660	17 660	
Taxe sur la valeur ajoutée	3 290	3 290	
Divers état et autres collectivités publiques	39 030	39 030	
Débiteurs divers	4 711	4 711	
Charges constatées d'avance	6 868	6 868	
TOTAL	372 500	370 556	1 944

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	4	4		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	27 746	12 138	15 608	
Emprunts et dettes financières divers	16 184	10 351	5 833	
Fournisseurs et comptes rattachés	71 941	71 941		
Personnel et comptes rattachés	39 151	39 151		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	56 877	56 877		
Taxe sur la valeur ajoutée	43 093	43 093		
Autres impôts taxes et assimilés	5 455	5 455		
Autres dettes	211 017	211 017		
Produits constatés d'avance	7 761	7 761		
TOTAL	479 229	457 788	21 441	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	16 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	19 516			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements	Linéaire	1 à 5ans
Matériels et outillages	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	1 à 6 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 5 ans

Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du dernier prix d'achat.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	39 030
Valeurs mobilières de placement	622
Disponibilités	629
Total	40 281

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	30
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 341
Dettes fiscales et sociales	61 041
Total	71 411

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance		Montant
Charges d'exploitation		6 868
Total		6 868
Produits constatés d'avance		Montant
Produits d'exploitation		7 761
Total		7 761

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
Engagement total		11 097
Engagement total		11 097

Hypothèses de calculs retenues

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable. L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la date de clôture, ancienneté, statuts, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à la société (convention collective, hypothèses de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisible du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation de 3.17 %.

Droit individuel à la Formation (DIF)

Les droits acquis par les salariés au regard du DIF à la date de clôture et non utilisés sur la période font l'objet d'un engagement financier donné par la société. Du fait de sa nature, cet engagement n'est pas valorisé en euros et il est simplement fait mention du volume horaire acquis par les salariés à la date de clôture et non demandés par ces derniers.

Heures acquises par les salariés au regard du DIF à la date de clôture : 1 035 heures.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Produits cessions elts d'actifs cédés	9 800	775200
- Reprise provision pour R&C	30 541	787500
Total	40 341	
Charges exceptionnelles		
- Pénalités et amendes	259	671200
- Charges exceptionnelles s/ op gestion	48 819	671800
- VNC elts d'actifs cédés	11 138	675200
Total	60 216	

Transferts de charges

Nature	Montant
Transferts de charges d exploitation	558
IJSS/Prévoyance	3 638
Remboursement de formations	13 342
Avantages en nature voiture	2 146
Total	19 684

RAPPORT D'ACTIVITE

ASSEMBLEE GENERAL 2013

Le chantier éducatif...

Additif à la circulaire DGEFP n°2008-21 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures de l'insertion par l'activité économique

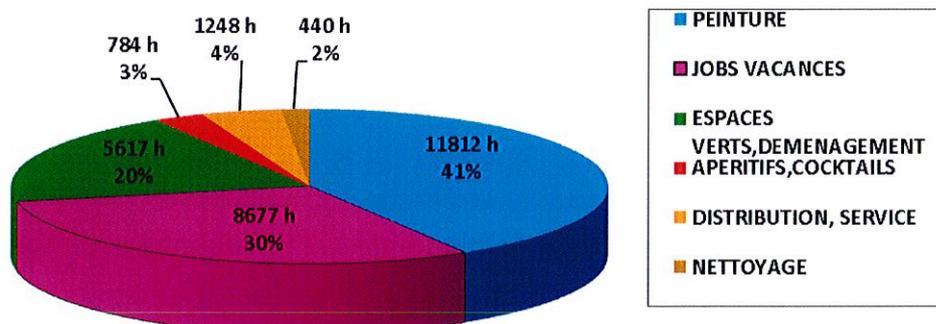
Qu'est-ce qu'un chantier éducatif ?

«Les chantiers éducatifs sont des **actions mises en œuvre par des associations** de prévention spécialisée, dûment habilitées et conventionnées par le Conseil Général dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance, qui proposent à des **jeunes embauchés sous contrat** d'usage des **petits travaux de courte durée**. Pour ces jeunes, scolarisés ou en rupture de scolarisation, il s'agit d'une **première expérience** en situation de travail **en amont de l'insertion professionnelle**. C'est un **lieu privilégié d'apprentissage des règles et normes** du monde du travail.

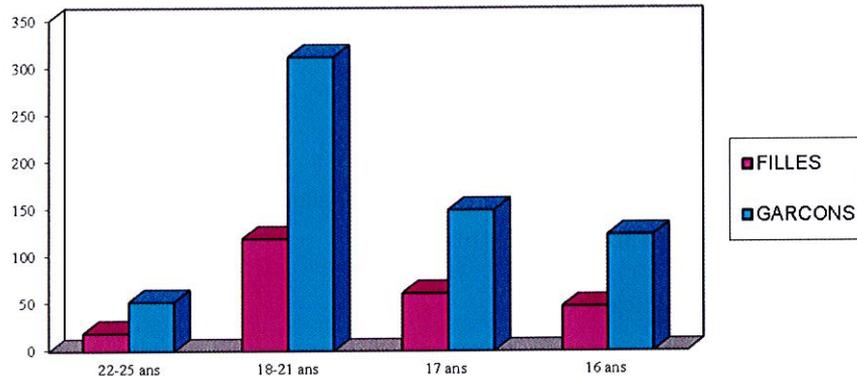
[...] En revanche, les chantiers éducatifs ne peuvent bénéficier ni de l'aide à l'accompagnement, ni d'une aide des fonds départementaux d'insertion (FDI).»

BILAN 2013

Nombre d'heures travaillées par activité



Répartition des jeunes par âge et par sexe



- 829** jeunes pris en charge, soit 552 garçons et 277 filles
- 1 141** contrats de travail signés
- 28578 heures travaillées**

Soit environ 34,5 heures travaillées / jeune en moyenne

- Représentant **293 jeunes** (383 contrats signés) en **chantiers permanents** :
 - 103 jeunes orientés par la Prévention Spécialisée
 - 62 jeunes orientés par les Missions Locales
 - 125 jeunes orientés par des prescriptions conjointes
 - 3 jeunes autres : PJJ, Établissements du CODASE, ASE

- 265 jeunes** (487 contrats signés) en **chantiers d'équipe**
- 271 jeunes** (271 contrats signés) ont participé aux opérations «**Jobs vacances**»

JOBS VACANCES 2013

- Jeunes de 16 à 20 ans
- Villes de : Grenoble, Voiron, Saint-Martin-le-Vinoux, Fontaine, Noyarey, Saint-Égrève, Barraux, Veurey-Voroize...
- 271 jeunes
- 4 à 6 jeunes par semaine
- Avec des modalités de mise en œuvre différentes en fonction des communes